

## ***La Chine à nos portes. Une stratégie pour l'Europe.***

François GODEMENT - Abigaël VASSELIER,

Odile Jacob, 2018

**D**epuis quinze ans, l'Union européenne est le premier partenaire commercial de la Chine, et celle-ci, le second partenaire de l'UE. Cette Chine, qui n'ignore rien des crises et défis auxquels l'Union fait face, estime que les efforts pour développer les relations au-delà du commerce sont davantage source de discours que d'action... Partenaires et concurrentes, toutes deux sont pourtant confrontées à la politique américaine, se retrouvent dans l'opposition à l'unilatéralisme et au protectionnisme, convergent en matière de lutte contre le changement climatique et la prolifération, s'accordent dans la quête d'une solution au conflit du Moyen Orient ou le soutien à l'accord nucléaire iranien. La Chine prend acte d'une croissante méfiance européenne à son endroit et - malgré une coopération riche d'un sommet annuel et de soixante dialogues sectoriels - d'un accroissement de la rivalité, notamment technologique. Assurant que ses liens avec l'Europe centrale et orientale sont compatibles avec les règles de l'Union, elle souhaite un renforcement de la « confiance stratégique »...

*La Chine à nos portes* propose un état des lieux et une analyse des liens entre les deux puissances économiques à cent lieues du discours officiel chinois, preuve qu'ils sont pour le moins compliqués, voire dans une impasse, où se pratique l'art de se parler sans s'écouter, ce dont témoigne l'échec de leurs récents sommets. Cependant que s'accumulent les contentieux entre les deux extrémités de l'Eurasie : déficit commercial européen (184 Mds € en 2018), manque d'ouverture et de réciprocité du marché chinois, transferts de technologies forcés, dumping, conflits sur la propriété intellectuelle, les normes sociales et environnementales, le statut d'économie de marché, cyber attaques, acquisitions par la Chine d'entreprises aux technologies duales, droits de l'homme... Une liste à la Prévert où figure aussi le reproche fait à la République populaire de diviser l'Union avec le mécanisme 17 + 1, qui l'associe à dix-sept pays de l'Europe orientale, membres ou candidats à l'UE. On rappellera à nos auteurs que les Européens n'ont nul besoin de la Chine pour se déchirer, surtout sur des sujets essentiels...

Après des décennies « d'excès de crédulité face à un concurrent qui n'accepte pas une concurrence symétrique » et donc d'asymétrie entre la relative fermeture chinoise et l'ouverture européenne, l'heure serait au réalisme : l'Europe entreprend péniblement de se préoccuper de défense commerciale et technologique face à une Chine que les textes officiels de l'Union qualifient désormais, sans excès de diplomatie, de « concurrent économique et rival systémique dans la promotion de formes alternatives de gouvernance ». Engagé sur ses « nouvelles routes de la soie », ce qui est ici décrit comme un « techno-État autoritaire » recherche désormais les avantages économiques en haut de la chaîne de valeur internationale et tente de faire prévaloir ses règles dans une Europe coincée entre GAFA<sup>1</sup> et BATX<sup>2</sup>, en y déployant un *soft power*<sup>3</sup> croissant, dont cent-soixante Instituts Confucius. On ne manquera pas d'être surpris en France par l'affirmation selon laquelle la Chine aurait « une influence excessive sur les médias », quand chacun peut y constater le *China bashing* aussi unanime que systématique de ces derniers...

---

<sup>1</sup> GAFA : Google, Apple, Facebook, Amazon

<sup>2</sup> BATX : Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi

<sup>3</sup> *Soft power* : pouvoir de convaincre (concept élaboré par Joseph Nye)

« Vingt-huit pays, une seule Chine », F. Godement et A. Vasselier dressent un très utile tableau des relations entre chacun d'eux et la seconde économie mondiale, illustrant des différences d'intérêt et d'approches entre l'ouest, le sud et l'est du continent qui consacrent le triomphe du bilatéralisme. Coopération ou confrontation ? Il est essentiel, reconnaissent les auteurs, de continuer à coopérer avec la Chine ; l'Union européenne, affirment-ils, n'est pas le problème mais la solution. Certes, mais il est permis de douter que ce soit celle, affaiblie de décennies de volonté d'impuissance, boursoufflée d'idéologie et de bureaucratie, de plus en plus massivement rejetée par les électeurs.